



Oligarques voyous de la planète, contre les peuples

C'est bien à l'image de ce monde de brigands impérialistes qu'au terme de trois ans de guerre provoquée par l'agression militaire russe contre l'Ukraine du 24 février 2022, et après les énormes sacrifices qu'ont consentis les classes populaires, Trump téléphone à Poutine pour entamer des négociations, dites de paix, qui laisseraient à la Russie le cinquième du territoire ukrainien qu'elle occupe. Sans aucune considération pour les sentiments du peuple ukrainien. Même Zelensky, représentant des riches et capitalistes du pays, se retrouve sur la touche : les échanges entre États-Unis et Russie ont eu lieu sans lui !

Fauteurs et profiteurs de guerre

On en est pourtant à trois ans de bombardements, guerre de tranchées et massacres. Trois ans de destructions, de déplacement de populations dans le pays et d'exil pour plus de huit millions de personnes. Au total, il s'agit probablement de centaines de milliers de morts et blessés. Dont des dizaines de milliers de victimes civiles ukrainiennes. Les plus pauvres du pays vivent sans eau ni électricité, sans chauffage, sous une loi martiale qui interdit toute grève ou manifestation d'opposition à Zelensky, qui, tout en répandant des illusions sur l'efficacité des armes occidentales pour résister à Poutine, a continué une politique d'attaques contre les travailleurs.

Côté fédération de Russie, un million et plus de citoyens se sont opposés à la guerre et ont subi la répression ou l'exil.

Les dirigeants américains et leurs alliés de l'Otan n'ont aidé militairement et financièrement l'Ukraine que dans la stricte limite du retour sur investissements qu'ils en attendaient.



Alliés dans l'Otan mais concurrents

Par la voix de Trump, l'impérialisme américain siffle une fin de partie déjà annoncée par Biden. Ses sanctions économiques ont affaibli Poutine, tout en lui conservant le rôle de pilier de l'ordre impérialiste dans une partie du monde. L'Europe a été coupée du gaz russe et d'autres liens commerciaux et financiers qu'elle avait avec la Russie, condamnée, entre autres, à l'achat d'un gaz américain plus cher. Les États de l'Union européenne ont été encouragés à saigner leur population par l'augmentation de budgets militaires... en grande partie pour les profits des marchands d'armes américains qui sont les premiers producteurs et exportateurs mondiaux. Trump réclame même à Zelensky la possibilité d'exploiter des richesses minières du pays. Les chantiers et profits d'une reconstruction s'ouvrent !

Macron va-t-en-guerre... direction Washington !

Comme d'autres dirigeants européens qui n'ont pas été conviés aux rendez-vous entre États-Unis et Russie, Macron est vexé et a trouvé la parade : se faire le champion d'une prétendue « Europe de la défense ». Une Europe qui à ce jour achète 63 % de ses armes outre-Atlantique ! Aux chefs des partis français qu'il a réunis, Macron a proposé de passer de 2,1 à 5 % du PIB les dépenses militaires de la France. Et, peu regardant sur la peau des autres, il envisage d'envoyer des troupes en Ukraine pour « garantir la paix », c'est-à-dire le partage qu'auront marchandé Trump et Poutine. C'est du grand théâtre, mais sur fond de nationalisme et militarisme professés par les réactionnaires de droite et d'extrême droite mais aussi de gauche : le Parti socialiste applaudit ! Une politique évidemment à combattre.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

Les classes populaires ukrainiennes n'ont malheureusement pas pu organiser leur propre défense contre Poutine, en comptant sur leur capacité à aller chercher des alliés du côté des travailleurs russes. Du côté de ces derniers, la voie d'une politique internationaliste pour empêcher la guerre n'a pas été trouvée non plus. Ni ailleurs contre les politiques de Biden, Trump et Macron et leurs semblables. Ce serait et sera pourtant la seule parade à ces dépeçages de terres, de peuples et de droits démocratiques auxquels se livrent les voyous impérialistes de la planète, en Ukraine, au Moyen-Orient, en Afrique et partout.



SNCF : Nouveaux profits records en 2024

Comme en 2022, le groupe SNCF annonce un bénéfice record de plus de plus de 1,5 milliards d'euros en 2024. Ce résultat viendrait cette fois du fort taux de remplissage des trains, notamment lors de la période d'été au moment des JO. Ce qui est sûr, c'est que, comme en 2022, ce ne sont pas nos salaires qui vont en profiter !

La lutte continue chez Thalès !

Depuis le 9 janvier, les salariés de Thalès se battent pour obtenir de réelles augmentations de salaire et contre les suppressions de postes. Malgré un milliard de bénéfices sur le premier semestre 2024, la direction propose entre zéro et deux pour cent d'augmentation et poursuit sa politique de suppression de près de 1000 postes chez Thalès Alenia Space à Toulouse et Cannes.

La mobilisation concerne tous les sites. Les débrayages lors des « jeudis noirs » regroupent souvent plusieurs centaines de salariés sur les piquets de grève et dans les assemblées générales. La direction aimerait un retour au calme, mais les travailleurs en lutte sont bien décidés à se calmer uniquement quand ils auront obtenu satisfaction.

On bosse ici, on vit ici, on reste ici

Au moins cinq travailleurs de Chronopost en lutte depuis plus de trois ans pour leur régularisation ont reçu des obligations de quitter le territoire (OQTF). Les syndicats dénoncent « un nouvel épisode de répression de la part de l'État ». À juste titre, tant le gouvernement multiplie les déclarations racistes, tant il multiplie les décrets et projets de lois xénophobes. Mais maintenir des travailleurs dans ces situations précaires et chercher à les diviser selon leurs origines permet surtout à leurs patrons de les exploiter dans les pires conditions de travail et de salaire.



8 mars, journée internationale de lutte des femmes !

En France, la liberté de recourir à l'avortement est inscrite depuis un an dans la Constitution. Mais, faute d'un nombre suffisant de centres de santé le pratiquant, il est en fait de plus en plus difficile d'y accéder. Si les violences sexuelles sont enfin dénoncées, dans le milieu du cinéma notamment, les féminicides sont néanmoins toujours aussi nombreux. Les femmes sont toujours moins bien payées, moins considérées, reléguées au rôle de mères. Dans le monde, les femmes voient leurs droits attaqués, notamment par des gouvernements d'extrême droite, comme aux États-Unis avec Trump.

Samedi 8 mars, prenons la rue pour exprimer notre refus de ces violences et discriminations sexistes. Nous avons, toutes et tous, tout à gagner à un monde où chacun sera considéré de la même façon, quel que soit son sexe et son genre !